



HAL
open science

Le devenir enseignant des “ soixante-huitard.e.s ”

Lilian Mathieu

► **To cite this version:**

Lilian Mathieu. Le devenir enseignant des “ soixante-huitard.e.s ”. Le Moment 68 à Lyon en milieu scolaire, universitaire et éducatif: contestations, mutations, résistances, trajectoires, Lyon2, Oct 2018, Lyon, France. hal-01926761

HAL Id: hal-01926761

<https://hal.science/hal-01926761>

Submitted on 19 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lilian Mathieu

Le devenir enseignant des « soixante-huitards »

Colloque « Le Moment 68 à Lyon en milieu scolaire, universitaire et éducatif : contestations, mutations, résistances, trajectoires »

Université Lyon2, 30-31 octobre 2018

Les données sur lesquelles se base cette communication ont été recueillies dans le cadre de la recherche ANR Sombbrero, consacrée aux parcours individuels d'anciens soixante-huitards (militants d'extrême gauche, féministes et syndicalistes). Parmi les quelque soixante-dix entretiens biographiques réalisés à Lyon, une vingtaine l'ont été avec des enseignants, le plus souvent aujourd'hui retraités, ayant exercé du primaire au supérieur, dans une écrasante majorité des cas dans le public mais parfois aussi dans le privé, avec une majorité de femmes. La démarche était qualitative et les enquêtés ont été choisis en fonction de critères précis (en termes de sensibilités militantes et de genre, notamment) et ce chiffre n'a aucune prétention à quelque représentativité que ce soit. Il n'en reste pas moins qu'à Lyon comme dans les autres villes où la recherche a été menée, les professions enseignantes paraissent surreprésentées (de même que celles de la santé et du social).

C'est cette relative surreprésentation des enseignants que je souhaite ici interroger en tentant de mesurer ce que cet investissement professionnel doit à l'expérience individuelle de Mai 68 et de la séquence d'effervescence contestataire qui a suivi. « Investissement » paraît ici le terme le mieux adapté en ce qu'il ne se restreint pas à un choix d'activité professionnelle mais implique également la manière dont cette profession a été exercée, le cadre de son exercice et la signification qui lui a été donnée. La thèse principale qui guidera la communication est que la profession enseignante a été, pour ces anciens soixante-huitards, non seulement l'actualisation de dispositions scolaires mais également une voie d'actualisation et d'entretien d'inclinations politiques forgées dans le contexte des années 68.

Rapport à l'école

Le passage par l'enseignement supérieur est une des conditions de l'accès aux métiers de l'enseignement et c'est lui qu'il faut tout d'abord interroger. Les enquêtés concernés participent du mouvement de massification universitaire qu'a connu la France dans l'après-Seconde Guerre mondiale et dont on sait qu'il a été invoqué par les sociologues comme un des principaux facteurs explicatifs de Mai 68.

On trouve certes parmi ces enquêtés des individus correspondant à la figure, dépeinte en 1964 par Bourdieu et Passeron, de l'héritier doté d'un capital culturel transmis familialement et entretenant de ce fait un rapport de familiarité avec la culture scolaire, gage de réussite universitaire. Il n'est

cependant pas sans intérêt de remarquer que cette figure de l'héritier est assez rare dans notre population (trois cas, tous féminins) et qu'elle s'accompagne d'un rapport ambivalent si ce n'est hostile à l'institution scolaire. Je prendrai ici l'exemple de Solange Simonet, fille d'un proviseur engagé dans une carrière ascendante, qui baigne toute son enfance dans un milieu extrêmement lettré (des intellectuels de renom fréquentent la famille), khâgneuse au début des années 1960 mais qui vit ses brillantes études comme la condamnation à un destin qu'elle n'a pas choisi. Elle tombe malade et ne termine pas sa khâgne, quitte sa famille suite à un conflit violent, s'engage à la Ligue communiste où elle rencontre son conjoint et débute une carrière d'enseignante en banlieue, d'abord comme auxiliaire puis comme certifiée. Sous l'effet de ses dispositions dissidentes, l'héritage familial n'est accepté qu'au prix d'une sévère redéfinition qui prend d'abord la forme d'une dévaluation statutaire précédant un rétablissement tardif (elle passe l'agrégation puis le concours de proviseur à 50 ans passés, et devient une référence nationale sur la laïcité dans les banlieues « difficiles »).

La grande majorité des enquêtés sont toutefois des promus scolaires, le plus souvent les premiers de leur famille à accéder à l'enseignement supérieur. Les parents relèvent des classes populaires ou de la petite bourgeoisie (petits commerçants, par exemple) mais qui soit connaissent une relative mobilité ascendante (par exemple autorisée par des formes d'autodidaxie), soit dont la trajectoire a été marquée par la guerre (blocage de la trajectoire ascendante du père ou à l'inverse promotion politique dans la continuité d'un engagement résistant). Élevés dans des familles témoignant le plus souvent d'une bonne volonté culturelle, ce sont généralement de bons voire de très bons élèves, comme l'atteste le fait que certains, résidant en banlieue, accèdent à des lycées renommés (Ampère, Édouard Herriot).

Même s'il faut veiller à la part d'idéalisation rétrospective qu'ils peuvent contenir, les entretiens confortent la critique adressée par Louis Gruel aux interprétations convergentes de Boudon et Bourdieu qui insistent sur la crainte du déclassement dont la révolte estudiantine de Mai 68 aurait été l'expression. Les enquêtés ne font pas part d'une particulière inquiétude quant à leur avenir. Au contraire, c'est d'une certaine désinvolture devant leurs études qu'ils font preuve, même si elle est parfois tempérée par une culpabilité devant les espoirs de promotion sociale dont leurs parents ont investi leur accès à l'enseignement supérieur, comme dans le cas d'Antoine Duluo, fils d'un ouvrier du bâtiment, qui s'inscrit en chimie après un bac C mais qui néglige ses études au profit d'un militantisme intensif à LO, qu'il a rencontrée au lycée : « Sauf que je milite quasiment 24/24h, que je suis très peu en cours, que j'ai ni l'appétence euh, pour ces études là. Donc je fais une année, que je valide pas évidemment. Et je refais une année ; je me garde bien d'expliquer à mes parents d'ailleurs que j'ai raté mon année parce que quand même, je suis un peu gêné ». Françoise Prieur, elle aussi militante à LO, abandonne dans les mêmes conditions ses études de médecine. Un nombre significatif d'étudiants dotés de compétences et appétences scolaires interrompent ainsi leurs études pour privilégier le militantisme d'extrême gauche, ou bien

renoncent à une filière élitiste pour des études courtes ouvrant à une professionnalisation rapide (cas d'Evelyne Tisserand qui interrompt Maths spé pour entrer à la fac et enseigner en LEP après son DEUG).

On ne doit cependant pas négliger, dans ces renoncements universitaires, la part de difficulté, et parfois de déchirement, que représente pour certains le fait d'être sur le point de quitter leur milieu social d'origine, et c'est aussi à des formes douloureuses de décalage social que peuvent être rapportés plusieurs abandons d'études. L'ambivalence caractérise ainsi certains maoïstes d'origine ouvrière, qui mesurent combien leur choix de l'usine plutôt que des études déçoit leurs parents mais qui, pour leur part, le vivent plus comme une fidélité au monde ouvrier que comme un véritable établissement. C'est aussi la souffrance ressentie à l'entrée des secteurs les plus élitistes de l'enseignement supérieur qui conduit certains à renoncer à un avenir universitaire pourtant prometteur. C'est le cas de Sylvie Boissière, fille d'un contremaître qui accède à la khâgne d'Henri IV en réussissant les IPES mais qui abandonne rapidement : « Ça a été affreux (...) D'abord c'était de nouveau un milieu... qui me terrorisait, j'étais vraiment terrifiée par les... par l'habitus bourgeois, ça me faisait très peur (...) Sur le plan intellectuel, ma foi j'atteignais ma limite, c'est-à-dire que j'avais jusqu'à ce moment-là réussi mes études sans trop bosser ; là il fallait vraiment bosser, la barre était vraiment très, très haute. En plus les enseignants étaient horribles ! » Son cas montre que si l'université est davantage ouverte aux enfants de milieu modeste, les grandes écoles restent pour leur part dominées par les couches privilégiées.

Ces résultats, on l'a dit, amènent à revisiter, et parfois à réviser, les analyses du Mai étudiant proposées tant par Bourdieu que par Boudon. Ce dernier avait sans doute repéré un élément important lorsqu'il pointait le caractère souvent hasardeux des orientations disciplinaires de nouveaux accédants à l'université dépourvus des appuis et des conseils que la famille apporte à leurs camarades de milieu plus favorisé. Mais il se trompait lorsqu'il en déduisait une condition anémique d'étudiants hantés par la crainte d'une baisse du rendement de leur diplôme source de leur « régression sociale »¹.

Militer et/ou enseigner

Pas plus que les études, la profession exercée n'apparaît comme investie d'une importance particulière — sauf dans le cas des établis maoïstes dont les embauches dans l'industrie relèvent d'un projet politique. Celles et ceux qui interrompent prématurément leurs études pour donner la priorité au militantisme enchaînent ce qu'on appellerait aujourd'hui les petits boulots sans inquiétude notable sur leur avenir ou leur statut professionnel, tirant ainsi avantage d'un marché de l'emploi encore relativement préservé en ce début des années 1970. Les parcours professionnels de plusieurs d'entre eux

¹ « La liberté laissée à chacun d'entrer à l'université et l'absence complète d'orientation fait que le système suscite une orientation négative, par l'échec aux examens et par l'abandon en cours de route » (p. 746) ; « A mesure qu'on descend dans les catégories sociales, l'enfant est moins guidé par le modèle familial » (749) ; « l'effervescence de mai-juin paraît avoir été particulièrement élevée dans les sections correspondant à des disciplines mal connues et débouchant essentiellement sur des emplois semi-professionnalisés » (757).

comprennent des expériences plus ou moins brèves dans l'enseignement en tant qu'auxiliaires qui, pour certaines, débouchent sur la préparation et la réussite à un concours de l'Éducation nationale, sans que cela soit présenté sur le mode de la vocation.

De manière sans doute significative, plusieurs d'entre elles et eux sont recrutés dans des collèges de banlieue populaire ou dans l'enseignement professionnel, en décalage parfois avec ce que pouvait leur laisser anticiper leur niveau universitaire initial. La maoïste Pauline Emery est ainsi passée par les classes préparatoires du Lycée du Parc mais a rapidement interrompu ses études pour enseigner les mathématiques dans un collège de Vénissieux, ville où elle s'est installée et où elle a investi son énergie militante avec son conjoint établi chez Berliet. La maoïste et féministe Gisèle Monnier rêvait de devenir médecin mais a dû renoncer devant l'opposition d'un père très conservateur ; cherchant « des études qui soient en fait loin de chez [s]es parents », elle s'inscrit dans une école d'arts appliqués parisienne puis passe le concours d'enseignante en arts plastiques, profession qu'elle exerce toute sa carrière dans un lycée de l'agglomération lyonnaise.

Il n'est pas toujours évident de démêler si la prédominance des établissements de banlieue et de l'enseignement professionnel tient au fait que beaucoup entrent à l'Éducation nationale « par la petite porte », en devant accepter les postes les moins gratifiants, ou relève d'un choix idéologique entendant donner la priorité aux enfants de la classe ouvrière — les deux pouvant se mêler dans les discours sur le mode « faire de nécessité vertu ». Il n'en reste pas moins que la plupart disent avoir aimé enseigner auprès d'enfants de classes populaires, voire ont obtenu une valorisation académique de leur capacité à enseigner dans des quartiers dits « difficiles ». Déjà évoquée, la trotskiste Solange Simonet dit que sa carrière dans différents établissements de l'Est lyonnais était guidée par « la conviction que c'était dans ce qu'on appelait les banlieues que la société bougeait le plus ».

Ajoutons à ce propos que, pour certains, le métier d'enseignant n'est pas tant leur choix personnel que celui de l'organisation dans laquelle ils militent. Parce que l'enseignement accorde un certain temps libre et une souplesse d'emploi du temps, il facilite le militantisme et constitue de ce fait une ressource appréciable, ainsi que l'explique Pierre Carré, ingénieur en chimie industrielle de l'INSA : « Je faisais prof de chimie et de physique pour des jeunes de lycée professionnel. (...) Ça a un rapport avec le côté militant parce c'était déjà à l'époque, j'étais déjà happé par Lutte ouvrière justement où de toute façon (...) il fallait avoir du temps pour militer donc il fallait être prof, en gros, si on n'était pas dans les... Donc il y avait une masse de militants de Lutte ouvrière qui étaient profs parce que ils étaient censés avoir du temps pour militer. »

Si l'enseignement est pour certains une sorte de support professionnel à leur activité politique, il est pour d'autres une voie de reconversion alors que leur militantisme s'essouffle. La distinction est ici temporelle, entre ceux qui rejoignent l'enseignement dès la fin de leurs études, à la toute fin des années 60 ou au début des années 70, et ceux qui deviennent enseignants à partir du

milieu des années 70 — période qui marque le début du reflux des organisations d'extrême gauche. Les logiques militantes ne sont pas seules à jouer ici, le vieillissement social jouant aussi un rôle et la recherche Sombrero a de manière générale constaté une tendance à la synchronisation du rythme des sphères de vie, la stabilisation de la vie professionnelle intervenant parallèlement à des changements dans la vie familiale ou affective (rupture, mise en couple, premier enfant...) et à un arrêt ou à un allègement du militantisme.

Françoise Prieur raconte que son militantisme intensif à LO et l'exercice de petits boulots « dure[nt] jusqu'à ce que je trouve que je suis suffisamment vieille pour en avoir marre de tirer le diable par la queue et... Je rentre dans l'enseignement par la petite porte, c'est-à-dire que je fais des petits boulots d'abord dans des boîtes plus ou moins privées. (...) Bon, je trouve que ça se passe pas si mal, que je suis suffisamment vieille pour avoir des élèves, que ça peut même avoir des côtés plutôt sympas, et à ce moment là je deviens (...) maître auxiliaire, voilà. Et là très rapidement je me dis que si je supporte les élèves et si on m'embauche tous les ans comme M.A., je vois pas pourquoi je ferais le même boulot qu'un certifié en étant deux fois moins payée, et donc je passe le CAPES, je l'ai et je deviens certifiée. » La situation de Clément Emery est relativement similaire. Établi au début des années 1970, il continue à travailler dans l'industrie après la disparition de son organisation maoïste, jusqu'à ce qu'il trouve au début des années 1990 un emploi de contractuel puis d'auxiliaire dans un lycée professionnel, avant d'être finalement titularisé en 1995 après avoir réussi un concours interne.

Un investissement du métier sur un mode militant

Cette présentation pourrait donner l'impression d'un rapport quelque peu utilitaire à la profession enseignante, choisie parce qu'elle permet de militer ou de stabiliser une situation économique et sociale incertaine alors que se font sentir les effets du vieillissement social. Cette impression doit être sérieusement pondérée, tant les manières d'investir l'enseignement restent le plus souvent façonnées par les inclinations politiques, au point de relever d'un prolongement ou d'une transposition des compétences ou appétences acquises dans la sphère militante. On peut en premier le constater au niveau des choix disciplinaires. Tous deux militants à LO, Antoine Duluo et Françoise Prieur ont opté pour l'histoire alors que leurs études initiales en étaient très éloignées (chimie et médecine). Ce n'est sans doute pas un hasard si le premier indique avoir suivi des sessions de formation de LO comprenant de longues sessions sur l'histoire du mouvement ouvrier et avoir rédigé un mémoire de maîtrise sur les ouvriers du bâtiment² à Lyon sous le Second Empire, avant de passer le CAPES en 1977.

Antoine Nowak était pour sa part bon élève mais n'a pas obtenu son bac. Il s'engage très jeune au PCMLF et travaille à la CIAPEM avant de devenir agent de service hospitalier. Il entame des études de sociologie au début des années 1980, au moment où se délite sa mouvance militante. Il

² Profession par ailleurs exercée par son père.

souligne que son engagement maoïste a été transposé dans sa manière d'envisager ses études (qui le conduiront à un poste de professeur d'université en sociologie) : « mon passé militant m'aidait hein, si tu veux. Plus, parmi les choses qui m'avaient plu chez Mao (...) il y avait aussi... l'enquête quoi ! » Le parcours de la féministe Sylvie Boissière est relativement similaire : elle reprend ses études au début des années 1980, peu après la fermeture du Centre des femmes dans lequel elle était très investie, alors qu'elle se sépare de sa compagne et entame une psychanalyse. Elle poursuit son cursus jusqu'à une thèse de psychologie et termine sa carrière professeure d'université, après avoir consacré l'essentiel de ses recherches aux questions de genre.

C'est également la manière d'envisager l'activité d'enseignant qui est imprégnée de l'humeur anti-institutionnelle des années 68, incitant à des innovations pédagogiques relevant d'une sorte de transposition dans la salle de classe des vellétés révolutionnaires exprimées par ailleurs. Professeur de mathématiques, Jean-Yves Garnier avoir « fait des trucs hallucinants, fantastiques, sur le plan pédagogie, sur le plan vie du lycée, enfin etc. etc. Non vraiment ça a été, voilà... On mettait en œuvre, voilà, ce qui se passait politiquement, on avait l'impression que voilà, on était vraiment en train de construire une société nouvelle qui, et que ça avançait. » Sur un plan différent, Solange Simonet saura également transposer dans la sphère professionnelle une sensibilité à l'accès à l'éducation en partie irriguée par son parcours militant. Devenue proviseure de lycées de banlieues de l'Est lyonnais, elle devient une référence nationale en matière de gestion des questions de laïcité.

Suivant un schéma repéré de longue date dans l'étude des carrières militantes, la majorité des enquêtés vont ainsi reconverter dans la sphère professionnelle leurs compétences et appétences militantes, forgées dans à l'extrême gauche et/ou dans divers mouvements sociaux. L'adhésion à cette organisation centrale du militantisme scolaire qu'est l'École émancipée apparaît ainsi comme un trait récurrent de leurs investissements professionnels, posé sur le mode de l'évidence par le trotskiste Jean-Yves Garnier : « La question se posait même pas à l'époque. De toute façon à l'époque on était prof donc on se syndiquait à la FEN, on était à la FEN et on était d'extrême gauche, donc on se syndiquait à l'École émancipée, voilà, on se posait pas trop de question à l'époque, c'était assez simple. » L'École émancipée apparaît d'autant plus comme un prolongement du militantisme d'extrême gauche qu'elle est l'enjeu de luttes de pouvoir extrêmement rudes entre les différentes sensibilités de la mouvance. Mais elle est aussi une porte d'entrée vers une carrière dans le syndicalisme étudiant, comme dans le cas de Jean-Yves Garnier dont l'engagement à la LCR, débuté en 1977, s'allège au moment de la création de la FSU, à la construction de laquelle il participe active et dont il devient un responsable national.

L'engagement syndical lui aussi va de soi pour ces enseignants, ainsi que l'exprime clairement Françoise Prieur : « je me syndique dès que je suis dans l'enseignement, parce que pour moi c'est consubstantiel, on peut pas ne

pas être syndiqué, faut quand même un minimum quoi tu vois. Ça fait partie pour moi... c'est dans mes gènes quoi, mes gènes de militant, de gens ayant vécu dans ces milieux-là. Donc je me syndique au SNES parce que... c'est l'organisation dominante.» Ces engagements accompagnent les recompositions du paysage syndical enseignant, marqué notamment par l'émergence de nouvelles organisations, mais sont également influencés par la dynamique des parcours individuels. Ainsi Clément Emery participe-t-il à la fondation de SUD Éducation au moment où il est titularisé par l'Éducation nationale et alors qu'il a cessé de militer depuis plusieurs années. Ce nouvel engagement, renforcé par la reprise de combativité sociale dont atteste au même moment le mouvement contre le plan Juppé, va impulser une reprise de carrière militante qui le conduira au Front de gauche.

L'investissement dans et pour l'école connaît une nouvelle expression au début des années 2000 avec la création du Réseau éducation sans frontière, dont plusieurs enquêtés sont des membres actifs — à l'instar de Françoise Prieur ou Pauline Emery. Suivant l'analyse produite dans le cadre d'une recherche antérieure sur RESF, la sensibilité à la cause des enfants sans-papiers menacés d'expulsion tient en large part à leur propre parcours scolaire, plus précisément au fait que ceux d'entre eux issus de milieux modeste ont connu une mobilité sociale ascendante dans et par l'école. L'indignation que suscite chez eux la situation d'élèves étrangers menacés de ne pouvoir poursuivre leurs études en France apparaît indissociable de leur propre trajectoire et témoigne de leur attachement à une école à laquelle ils doivent une promotion sociale qui, pour une majorité d'entre eux, a qui plus est trouvé sa concrétisation au sein de l'Éducation nationale.

Je souhaite conclure précisément sur cette question de la mobilité sociale. À rebours, une nouvelle fois, des interprétations de Mai 68 proposées par Bourdieu et Boudon qui insistent sur les menaces de déclassement social pesant sur les étudiants soixante-huitards, force est de constater que la plupart de celles et ceux dont j'ai ici étudié le parcours ont connu, en regard de leur origine familiale, une indéniable promotion sociale, accomplie comme il vient d'être dit dans et par l'école. C'est de toute évidence le cas de celles et ceux issus des couches les plus modestes, et notamment du monde ouvrier. C'est aussi le cas pour les héritières, telle Solange Simonet, à qui l'investissement dans enseignement a permis, parfois avec un temps de retard dû à l'engagement militant, de retrouver la position d'origine mais sous une forme transfigurée et revalorisée.

L'école n'a toutefois pas agi seule : l'engagement militant leur a permis de cultiver des compétences et appétences (notamment culturelles) qui ont trouvé à s'actualiser dans le métier d'enseignant. Il leur a également permis de donner une cohérence à leur parcours, y compris lorsque les espoirs d'une prochaine révolution ont commencé à s'effondrer : la poursuite de la carrière militante dans le syndicalisme enseignant comme l'investissement du métier d'éducateur sur un mode critique si ce n'est militant leur ont permis d'entretenir une forme de fidélité à ce qu'ils étaient dans les années 68.